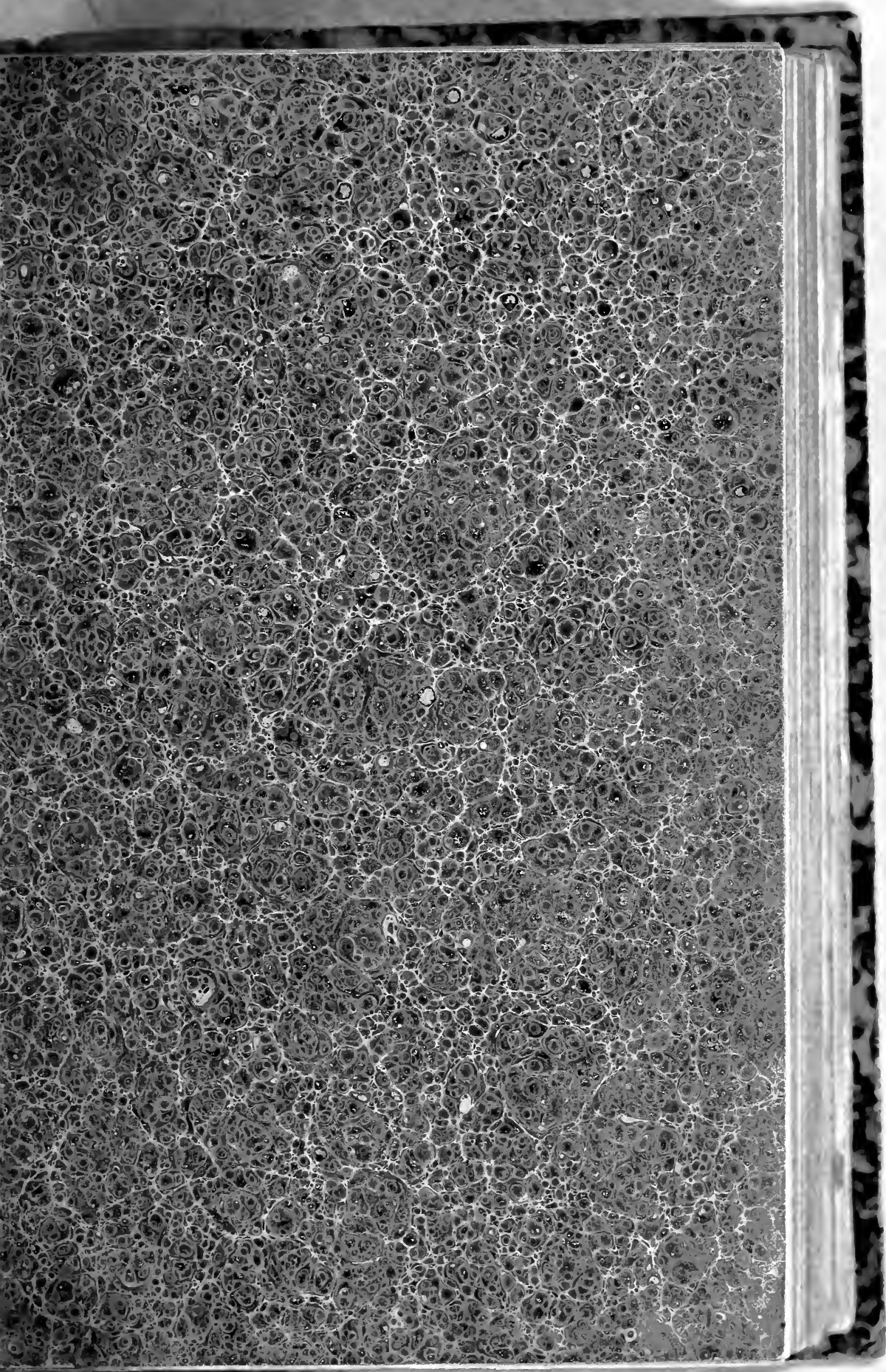


John Carter Brown.



HTC. -
D.5. -

C

12

- N^o 1. Aux Colonies de St. Dominique. Paris. 1789.
2. Précis remis par M le Marquis de Gouy D'Arcy. Versailles. 1789.
3. Correspondance de M. le Marquis du Chilleau. (Paris) 1789.
4. Supplique et Pétition des Citoyens de Couleur. (— " —) 1789.
5. Précis remis par les Députés de St. Dominique. Versailles. 1789.
6. Observations de M de Cocherel. Paris 1789.
7. Approvisionnement de St. Dominique. Versailles. 1789.
8. Réplique des Députés — " — 1789.
9. Eclaircissements sur la demande des Députés de St. Dominique (— 1789).
10. Adresse à l'Assemblée nationale. (S. l. . . 1789).
11. Edit du Congrès des Etats-Unis (sur le S^cro) . . . Paris — 1789.
- x 12. Lettre des Citoyens de Couleur " 1789.
13. Précis des germissements des sang-melés " 1789.
14. Observations d'un habitant des Colonies. " 1789.
- x 15. Lettre des Citoyens de Couleur " 1789.
16. Brissot Mémoire sur les Noirs " 1789.
17. Opinion de M. Malouet (— 1789).
18. Observations sur un Pamphlet (— 1789).
173. Nouvel exposé Paris, S. d.
183. Supplément to two newspapers Jan. 14 + Jan. 8, 1796.

[12]

a décrété & décrète, que, toute motion relative à la Constitution des Colonies, feroit suspendue & renvoyée à l'époque où elle recevra, du sein même de ses Colonies, leurs vœux légalement manifestés dans un Plan de Constitution qui sera soumis à un sérieux examen de l'Assemblée Nationale, avant d'être décrété.

A Paris, de l'Imprimerie de CLOUSIER,
Imprimeur du ROI, rue de Sorbonne.

7

APPROVISIONNEMENS

DE ST. DOMINGUE.

1789.

Venailles. —

1

ST. DOMINGO

ST. DOMINGO

1820

1820



R É P O N S E

D E S D É P U T É S

D E S M A N U F A C T U R E S E T D U C O M M E R C E

D E F R A N C E ,

*Aux Motions de MM. de COCHEREL &
de RAYNAUD, Députés de l'Isle de
St. Domingue à l'Assemblée Nationale.*

MESSIEURS les députés de St. Domingue à l'Assemblée Nationale ont remis le 13 de ce mois, à Messieurs les six commissaires du Comité d'agriculture & de commerce, neuf pieces signées d'eux.

La premiere est une Motion de M. de Cocherel du 29 août, au pied de laquelle est une note dont nous ne ferons pas mention, parce que les

signatures de Messieurs les députés sont au dessus de cette note. Nous observerons seulement qu'elle auroit dû être biffée ou signée.

La seconde est une Motion de M. le Comte de Reynaud du 31 août, au pied de laquelle sont des observations non signées. Nous en ferons mention malgré nous, parce qu'elles ont un rapport trop direct à la question, pour les négliger.

La troisieme est une brochure portant pour titre, *Réplique de M. de Cocherel*. Cette Réplique signée est suivie d'une lettre non signée de M. le M^{is} du Chilleau à MM. les députés de St. Domingue, en date du 29 août 1789.

La quatrieme & la cinquieme sont des tableaux de l'importation des farines Françaises, & des procès-verbaux de l'approvisionnement des principales villes de St. Domingue.

La sixieme est l'Ordonnance de M. le M^{is} du Chilleau & de M. de Marbois, du premier avril 1789, portant permission d'introduire les farines étrangères dans les trois ports d'entrepôt de St. Domingue, pendant trois mois.

La septieme est l'Ordonnance de M. le M^{is} du Chilleau, du 27 mai 1787, enregistrée le 29 du même mois, portant permission d'introduire les farines étrangères dans tous les ports d'Amirauté de St. Domingue, jusqu'au premier octobre, & d'extraire les denrées coloniales.

Cette Ordonnance rendue au nom du Général & de l'Intendant, n'a été signée que par le Général, l'Intendant l'ayant refusé.

La huitieme est l'Arrêt du Conseil du Roi, qui casse l'Ordonnance ci-dessus, en ce qu'elle permet l'introduction des farines étrangères dans tous les ports d'Amirauté, & l'extraction des denrées coloniales, & la confirme quant à ses autres dispositions.

La neuvieme enfin est un résumé des demandes de Messieurs les députés de St. Domingue, portant le titre de *Précis*.

Toutes ces pieces nous ont été remises, le 17 de ce mois au soir, par MM. les six commissaires du Comité d'agriculture & de commerce, sous notre récépissé.

De toutes les parties de la mission qui nous a été confiée, la plus pénible & la plus triste sans doute est celle que MM. les députés de St. Domingue nous forcent de remplir. Ils offrent à la Nation assemblée le tableau de 400 mille individus livrés aux horreurs d'une famine continuelle, entretenue soigneusement par les *MARCHANDS* (1) *des Ports de mer*.

(1) Nous remercions MM. les Députés de St. Domingue de nous avoir rendu notre véritable titre, le seul (*Marchant*) que les Anglois, nos respectables rivaux, employent. Il y a si peu de tems qu'il étoit encore le signe du mépris de notre profession, que nous n'osions pas nous en parer. Nous le porterons désormais avec une noble assurance.

Et les MARCHANDS des farines, pour faire mourir de faim 10 à 12 mille Negres par an, pour ôter aux Colons leurs forces exploitantes, pour tenir, par le plus criminel de tous les monopoles, dans l'oppression & dans la misere, la plus belle & la plus productive de nos Colonies.

Ils peignent cette famine, qui dure depuis plus d'un siecle, arrivée dans ce moment au plus affreux degré.

Le sujet que nous allons traiter est grave : il ne nous permet pas de négliger aucune des assertions de MM. les Députés. Il est question de la vie des hommes, & d'une portion d'hommes que l'humanité & l'intérêt ont rendu extrêmement précieuse.

D'un côté, on présente au Tribunal de la Nation, la plus sensible du Monde, 400 mille instrumens du luxe de l'Europe, n'obtenant pas pour prix de l'abandon absolu de leur existence, les moyens rigoureux de la soutenir. De l'autre, on dénonce à cet imposant Tribunal la conspiration générale de tous les agens du commerce contre ces infortunées victimes.

Si les accusations de MM. les Députés de St. Domingue étoient éclairées, non de la vive lumière de la vérité, mais de la lueur pâle & incertaine des plus foibles vraisemblances, nous frémirions d'en être les objets ; & la providence éternelle, qui tôt ou tard révèle les crimes des peuples & des particuliers, nous ôteroit tout moyen de défense.

L'honneur (1) des *Marchands François*, si cruellement offensé, ne peut admettre aucun ménagement. Nous dirons, en leur nom, à l'Assemblée Nationale, que le tableau qui lui a été présenté par MM. les Députés de St. Domingue, est faux. Nous dirons que la disette qui peut-être regne actuellement dans la Colonie de St. Domingue, ne frappe que les habitans Blancs, & que les Negres n'en peuvent être atteints. Nous avons acquis le droit de dire ce que nous avons la certitude de prouver.

Nous allons démontrer ces deux propositions : nous exposerons ensuite nos vues sur les moyens de secourir la Colonie dans la disette qui l'afflige.

(1) Si nous avions besoin de témoignages contre nos accusateurs, nous invoquerions celui de tous les Commerçans de l'Europe, qui ont un respect religieux pour la loyauté & la franchise des Commerçans François. Nous irions demander à MM. les Colons résidans à Paris ou dans les provinces, lequel d'entr'eux qui confiant sans détour & sans réserve à son Correspondant sa situation malheureuse, n'en a pas reçu des secours prompts & souvent désintéressés? Quel est celui qui a manqué d'avances pour des entreprises raisonnables? A qui on a refusé toute l'indulgence qu'il desiroit pour ses créances échues, quand son impuissance étoit couverte par une bonne conduite? Et ce sont de tels hommes qu'on ose traduire devant la Nation, comme des spéculateurs en assassinats!

PREMIERE PROPOSITION

Il n'est pas vrai que la fourniture des farines Françaises, dans la Colonie de St. Domingue, soit insuffisante, & qu'elle soit la cause que 10 à 12 mille Negres meurent de faim tous les ans.

Il importe d'abord de donner une idée rapide de la Colonie de St. Domingue.

La Colonie de St. Domingue étoit habitée en 1787, par 24,192 Blancs ; par 19,632 gens de couleur libres ; & par 364,196 Noirs. Depuis cette époque , la population des Noirs s'est accrue. Et nous pensons , que dans le moment où nous écrivons , elle peut être portée à 400,000.

De ces 400,000 Noirs , 140,000 à peu près exploitent les sucreries que nous croyons être au nombre d'environ 700.

Nous estimons à 150,000 , ceux qui sont employés dans les montagnes à la culture du café & des vivres : le reste appartient aux cotonneries, indigotteries , enfin aux villes & aux bourgs ; & nous croyons , avec quelque fondement , que ceux

qui habitent les villes & bourgs , sont au nombre de 30,000 à 35,000. N'ayant pas les recensemens détaillés sous les yeux , nous ne pouvons donner que des approximations ; mais nous pensons qu'elles avoisinent de très-près la vérité.

Les 150,000 Noirs qui cultivent le café & les vivres dans les montagnes , jouissent d'une abondance excessive en vivres. Cette abondance est telle que la plus petite partie de leur superflu sert à garnir les marchés des villes , des bourgs , & à établir un commerce d'échange très-actif avec les Negres de la plaine , qui leur procure une aisance inconnue dans nos campagnes. La disette ne se fait jamais sentir dans les montagnes , parce que la fraîcheur du climat , la fréquence des pluies , la fertilité d'un sol qui donne 5 à 6 récoltes par an , assurent la subsistance de ce peuple.

Les sécheresses courtes & rares qui passent sur ces montagnes , n'y laissent que des traces légères , parce que plusieurs especes de vivres résistent à l'action de cette sécheresse , & se conservent en terre. Tels sont le manioc & le rayau , ou chou Caraïbe , qui peuvent se garder en terre plus d'un an, l'igname créole, qui se conserve six mois hors de terre , le riz , le maïs , les pois dont on peut former des magasins. La banane se cultive dans des ravines profondes & fraîches , elle produit

moins dans les sécheresses , mais il n'y a que diminution de produit.

Le pain ne paroît dans les montagnes , que sur les tables des Blancs : il y est toujours accompagné d'une grande quantité de vivres du pays , que les Créoles préfèrent souvent au pain d'Europe. Il paroît quelquefois dans les fêtes des Negres ; mais on ne l'y voit que comme ces oiseaux rares & sans goût , que les riches de notre Europe servent sur leurs tables , en signe de leur opulence & de leur vanité. Les maîtres en distribuent dans les hopitaux ; mais cette quantité est si peu considérable , parce qu'elle est peu nécessaire , qu'une habitation de deux cents Negres ne consomme guere plus de quatre barils de farine par an. En effet la Nature a tellement diversifié la nourriture dans cette riche contrée , qu'elle l'a appropriée à tous les âges , à tous les sexes & à toutes les maladies. Elle a donné le manioc , la patate , l'igname , la racine du chou Caraïbe aux hommes sains & robustes ; la banane aux individus plus délicats ; le riz , la farine de Maïs , mille especes de pois & de légumes , à ceux que des maladies ont épuisés. Enfin le pain se mêlant à toutes ces productions , offre un dernier moyen de nuancer la nourriture , suivant les diverses nuances de la maladie & des forces du sujet.

On peut voir par ce récit vrai , & en témoi-

gnage duquel nous invoquons ceux de nos Juges qui ont habité la Colonie de St. Domingue , que les 150,000 Negres qui habitent les montagnes, n'ont pas besoin de consommer, & ne consomment presque pas de farines d'Europe. En admettant quatre barils pour 200 Negres, la consommation annuelle seroit de 3000 barils de farine.

Il reste 250,000 Negres, dont 30 à 35,000 habitent les villes & bourgs. Ceux-ci, comme nous l'avons déjà observé, sont approvisionnés par les Negres des montagnes; mais, comme dans toutes les sociétés, les classes inférieures tendent à s'approcher des classes supérieures, au moins par l'imitation, les Negres domestiques & ouvriers ont cherché à imiter les goûts des Blancs; & nous avouons que la consommation du pain est plus considérable que dans les montagnes. Nous supposons que cette consommation peut être équivalente à celle de 4,000 Blancs qui ne vivroient que de pain.

Les 215,000 Negres qui exploitent les sucreries, les indigotteries & les cotonneries, ont, comme ceux des montagnes, des moyens de subsistance tirés des productions du sol; mais la terre infiniment précieuse dans quelques bonnes sucreries, a amené les propriétaires à resserrer la portion de terre consacrée à la culture des vivres.

Néanmoins dans ces terres privilégiées & rares , où tout se mesure , où tout se calcule , le Negre y jouit encore , en toute propriété , d'un terrain suffisant pour sa nourriture , si on considère sur-tout que ce terrain , d'une fertilité auprès de laquelle nos meilleures terres sont stériles , produit en tout tems , en peu de tems , sans fumier , sans labour & presque sans travail. On fait une réserve d'un grand terrain destiné aux malades , aux vieillards , aux enfans , aux nourrices. On distribue du sirop , qui est un objet d'échange avec les vivres des Negres de la montagne. Dans les sécheresses , beaucoup d'habitations peuvent se garantir de leurs effets par l'arrosage. Celles qui sont privées de cette ressource , multiplient les échanges avec les Negres des montagnes qui ont toujours un fonds inépuisable de subsistance. Il en résulte à la vérité une augmentation dans le prix des vivres ; mais cette augmentation qui par-tout est de niveau avec l'augmentation des demandes , n'est jamais hors des moyens de l'habitant.

On prévient encore les disettes par les achats de riz des États-Unis , qui est toujours abondant dans les villes , par les fèves & pois d'Europe. Enfin presque toutes les habitations de la plaine ont de petites habitations dans les montagnes , uniquement destinées au soulagement des Negres de la plaine.

On ne consomme donc de pain, que dans les hopitaux. Cet aliment y est administré à ceux qui sont véritablement malades, ou convalescens. Les Negres qui n'ont besoin que de repos, ou qui y sont retenus par des plaies aux jambes (maladie extrêmement commune dans les pays chauds) ne sont nourris qu'avec les vivres du pays, & avec le riz des États-Unis. Il résulte de cet apperçu qu'en portant la consommation moyenne des farines dans la plaine, à un baril par 15 Negres chaque année, nous l'évaluons au dessus de la consommation réelle. Nous invoquons encore ici le témoignage de ceux de nos Juges qui ont cultivé les Colonies. Il ne seroit pas aisé d'en consommer davantage. Dans les belles sucreries qui en font le plus grand usage, le bois manque absolument: tout le service de la manufacture & des cuisines se fait avec la canne à sucre, quand elle a été pressée au moulin; le four à pain ne peut être échauffé que fort difficilement avec cette canne à sucre, & on y emploie du bois qu'on se procure avec des peines infinies. D'ailleurs l'embarras de la fabrication rendroit l'usage de cette nourriture impossible pour tout l'atelier. Le riz dont la cuisson est simple & aisée, est la nourriture la plus convenable & la plus usitée. Les États-Unis le portent à St. Domingue en si grande quantité, qu'on l'achete presque toujours au même prix qu'en France. Il vaut dans nos ports de mer de 20 à 24 liv. qui équivalent

à 30 ou 36 liv. de l'Amérique. C'est le prix ordinaire qu'il se vend dans les ports de St. Domingue.

Ainsi la nourriture dont la préparation est la plus simple, qui doit être la plus saine & la plus convenable, puisque la Nature, cette bonne conseillère, l'a donnée aux pays chauds (1), est presque en tout tems au même prix qu'en France.

Les 215,000 Negres qui exploitent les sucreries, cotonneries & indigotteries, à la moyenne exagérée d'un baril de farine par 15 Negres, consomment par an 14,333 barils de farine.

Il reste 19,632 (2) gens de couleur libres.

Ces gens de couleur, à la réserve d'un petit nombre qui est aisé & qui demeure dans les villes, se nourrissent tous de vivres du pays. Leurs goûts, leurs habitudes les attachent à cette nourriture saine qu'on ne pourroit pas aisément leur faire quitter. Ces habitudes sont un des regrets qu'ils éprouvent quand ils sont hors de leur patrie. Néanmoins nous voulons forcer les élémens de nos calculs, & nous estimerons

(1) Les Negres de la Côte-d'Or, qui sont les plus robustes de l'Afrique, se nourrissent principalement de riz.

(2) L'État de la population de St. Domingue en 1786, ne donne que 16,992 gens de couleur libres. Nous avons préféré l'État de l'année 1787 qui donne 19,632 gens de couleur libres, parce que nous voulons éviter le reproche d'avoir atténué les bases de nos calculs.

que la consommation des farines faite par les gens de couleur libres, peut être représentée par 4,000 Blancs ne vivant que de pain.

(1) Enfin, & pour achever le tableau des consommateurs de St. Domingue, nous trouvons 24,192 habitans Blancs. Beaucoup de ces habitans Blancs vivant dans les montagnes, consomment autant de vivres du pays, que de farines; mais nous n'aurons aucun égard à cette considération, & nous les supposerons tous vivant de pain.

La nourriture d'un homme dans nos climats tempérés est évaluée à une livre & demie. Dans ce calcul moyen, on comprend l'homme de travail qui ne vit guère que de pain, & qui consomme beaucoup plus d'une livre & demie par jour. Dans nos Isles, l'homme de travail ne mange pas de pain; il n'y a que les gens aisés. Ces gens aisés habitent un climat brûlant qui exige une nourriture succulente. La consommation du pain à St. Domingue ne devrait donc pas être évaluée à une livre & demie par homme. Elle ne s'élève pas non plus à cette quantité; mais ayant commencé à forcer nos données,

(1) L'État de 1786 ne donne que 23,133 habitans Blancs; mais par la raison de la note précédente, nous avons choisie l'année 1787, qui élève la population des habitans Blancs à 24,192.

nous continuerons dans le même principe. Nous disons que les 24,192 Blancs consommant chacun une livre & demie de pain par jour, consomment tous ensemble 36,288 liv. de pain par jour, & par an 13,245,120 liv. de pain, ci. 13,245,120.l.

Les Negres qui habitent les villes, représentant 4,000 Blancs qui ne vivent que de pain, consomment par jour 6,000 liv. de pain, & par an 2,190,000 liv. ci. 2,190,000.

Les gens de couleur représentant 4,000 Blancs qui ne vivent que de pain, consomment par jour 6,000 liv. de pain, & par an 2,190,000, ci. 2,190,000.

Les 150,000 Negres qui habitent les montagnes, doivent consommer, suivant nos estimations, 3,000 barils de farine par an, qui équivalent à 675,000 liv. de pain, ci. 675,000.

Les 215,000 Negres qui exploitent les sucreries, cotonneries & indigotteries, consommant 14,333 barils de farines, représentent une consommation annuelle de 3,224,925 liv. de pain, ci. 3,224,925.

Consommation annuelle des habitants Blancs, gens de couleur libres & Negres de St. Domingue. 21,525,045.

Messieurs les Députés conviennent que les navires François portent annuellement 150,000 barils de farine dans la Colonie de St. Domingue ; cet aveu est d'accord avec l'État ci-dessous de cinq années :

	Barils de Farine
En 1784 on a importé.....	107,168.
En 1785.	150,186.
En 1786.	151,047.
En 1787.	199,236.
En 1788.	142,388.

TOTAL en 5 ans 750,025.

ANNÉE COMMUNE... 150,005.

Sur la quantité de 750,025 barils de farine, le port de Bordeaux en a introduit 658,413 barils ; & tous les autres ports réunis ont introduit 91,612 barils.

Chaque baril de farine pèse 180 liv. net ; il donne, en ne mettant qu'un quart (1) en fus, 225 liv. de pain. Ainsi les 150,000 barils de farine introduits annuellement à St. Domingue, ont produit

(1) On évalue en France le rapport de la farine au pain, dans la proportion de 3 à 4 ; & nous ne l'évaluons pour nos calculs que dans celle de 4 à 5.

un approvisionnement de 33,750,000 l. de pain. La consommation totale ne s'élevant qu'à 21,525,045 l. il reste d'excédant 12,224,955 liv. de pain.

Cet excédant de 12,224,955 l. de pain, c'est-à-dire, de 57,666 barils de farine, sert à la nourriture des équipages des navires, aux caboteurs sur les côtes, aux achats que les Espagnols viennent faire, & qu'ils introduisent chez eux en contrebande (1).

Enfin le reste de cet excédant est mis en magasin par des spéculateurs qui l'ont acheté à vil prix, soit dans des ventes à l'encan qui sont très-fréquentes, soit chez les Capitaines qui, sur leur retour pour France, se débarassent à tout prix d'une marchandise qui ne peut se conserver (2). S'il ne survient pas

(1) Un Colon Espagnol ne peut manger d'autre pain que celui qui lui est fourni par une Compagnie exclusive; &, comme on le pense aisément, il est mauvais & cher.

(2) Ce sont ces approvisionneurs qu'on appelle si injustement des *accapareurs*, qui veillent sans cesse sur les subsistances. Ils forment des magasins dans le tems de l'abondance, ils les ouvrent dans le tems de la disette. Ils sont les gardiens & les sauveurs de la vie des peuples: sans eux, sans l'espoir du profit qui détermine leurs opérations, on passeroit rapidement de l'abondance à la famine. La denrée avilie seroit négligée & perdue. Ce sont eux qui en arrêtent l'avilissement: ce sont les dépôts remplis par leurs prévoyans calculs, & ouverts de

de révolution intérieure , ou si le commerce de la Louisiane ne fournit pas de débouché à ces amas , ils périssent en peu de tems , & il faut les jeter.

Si nous avions pu prévoir les demandes & les accusations de Messieurs les députés , nous aurions fait venir de nos ports de mer des états de ces ventes , & nous aurions prouvé avec évidence ce que nous avançons. Nous aurions démontré que souvent la farine se vend à 24 & 30 liv. le baril , argent de l'Amérique , qui font 16 liv. & 20 liv. argent de France. Mais ici , comme dans tout notre récit , le témoignage de Messieurs les Colons , qui se sont eux-mêmes quelquefois approvisionnés de cette manière , nous tiendra lieu de preuve.

Les commerçans ne demandent point de dédommagement quand leurs spéculations ont été ruinées. Ils supportent leur perte en silence ; ils attendent qu'une révolution dans le cours des marchandises , répare le dommage qu'une trop grande abondance a causé. Si des désastres trop répétés , si une longue chaîne d'événemens ruineux renverse leurs projets , & détruisent toutes leurs espérances , alors seulement

successivement à mesure que la rareté se fait sentir , qui nuancent les intervalles entre la richesse & la pauvreté , & qui donnent le tems de venir au secours de la Nation. Ces vérités , neuves encore peut-être en France pour bien du monde , seront bientôt des idées communes.

Leurs registres s'ouvrent, ils exposent aux avides regards des hommes la perte de leurs biens & de leur honneur. L'opinion qui souvent résiste aux loix & les enfreint, se réunit à elles pour proscrire & dévouer à l'opprobre & à la misère un citoyen honnête, un pere de famille vertueux & irréprochable à qui on ne peut imputer que de n'avoir pas maîtrisé les hazards. La situation d'un Colon dans nos Isles est différente, il faut en convenir : il peut tout à la fois devoir le double de son bien, ne pas payer, voir les loix sans action dans les mains de ses créanciers, vivre dans l'opulence & jouir de la considération qui l'accompagne. Loin de nous toute application. Nous comparons la situation de deux grands corps, & nous ne voulons que montrer combien celle des *marchands* est défavorable.

Après avoir prouvé notre première proposition par le calcul des consommateurs, & leurs rapports avec l'approvisionnement; nous allons la prouver par le calcul du prix des farines.

Nous avons sous les yeux le prix des farines à S. Domingue en 1787 & 1788. Ci-contre est celui de 1788 : nous le donnons de préférence, parce que c'est dans cette année qu'un ouragan a ravagé la partie de l'Ouest de St. Domingue, & que nous parlerons de ce fléau.

TABLEAU de l'Année 1788.

F A R I N E S.		
	Fines.	Communes.
	liv.	liv.
1788. Janvier. le Baril.	78.	61.
Février.	72.	53.
Mars.	66.	47.
Avril.	66.	43.
Mai.	66.	45.
Juin.	66.	46.
Juillet.	66.	46.
Août.	89.	50.
Septembre.	103.	62.
Octobre.	104.	71.
Novembre.	90.	62.
Décembre.	75.	57.
SOMME TOTALE. . .	941.	643.

Le prix moyen de la farine fine que les habitans aisés consomment, fut de 78 liv. 8 sols 4 deniers le baril, pour 225 liv. de pain. La livre de pain coûta

6 sols 11 deniers, argent de l'Amérique, qui répondent à 4 sols 7 deniers & demi tournois.

Le plus haut prix de la farine fine, durant cette année, fut au mois d'Octobre. Elle coûta 104 liv. le baril de 225 liv. de pain : le pain revint à 9 sols 3 den. d'Amérique, qui valent 6 sols 2 den. tournois.

Le prix moyen de la farine commune qui est celle que les pauvres Blancs & les Nègres malades sur les habitations consomment, fut de 53 liv. 11 sols, 8 deniers le baril de 225 liv. de pain : la livre de pain coûta 4 sols 9 deniers d'Amérique, qui répondent à 3 sols 2 deniers tournois.

Le plus haut prix de cette farine commune fut de 71 liv. le baril de 225 liv. de pain : le pain revint à 6 sols 3 deniers d'Amérique, qui valent 4 sols 2 deniers tournois.

Il convient de faire ici plusieurs réflexions.

1°. En établissant le prix du pain sur celui des farines, annoncé dans les gazettes, nous l'avons porté à la plus haute valeur. Tous ceux qui connoissent les Colonies, savent que le prix des gazettes est celui des plus hautes ventes chez les Capitaines, & qu'on l'obtient toujours au dessous de ce tarif qui n'est qu'une indication exagérée.

2°. La farine, comme toutes les autres denrées d'Europe, ne se vend pas comptant : il y a toujours un terme de trois mois pour la payer.

3°. La farine qu'on appelle farine fine est supérieure en beauté aux plus belles farines dont on

approvisionne la Capitale; & celle qu'on appelle commune, est celle qui se consomme dans les provinces de France. Le pain bis est inconnu dans nos Isles.

4. Et celle-ci est très-importante. Les denrées comme l'argent n'ont point de valeur réelle & déterminée; elles ne peuvent avoir que des valeurs relatives. C'est au prix de la journée d'un homme qu'il faut les rapporter toutes. La journée de l'homme de travail est donc la mesure commune des denrées de première nécessité. En France, le pain est ordinairement à deux sols 3 deniers ou 2 sols 6 deniers la livre, & la journée d'un ouvrier est à 25 ou 30 sols. Dans les provinces où la journée est à meilleur marché, le pain diminue dans la même raison. A St. Domingue, la journée d'un ouvrier est à 6 liv. qui font 4 liv. de France. Si la valeur du pain dans nos Colonies étoit tracée sur la même échelle qu'en France, il devroit y valoir dans les tems d'abondance, trois fois plus qu'en France, c'est-à-dire, 10 sols 1 den. ou 11 sols 3 den. qui répondent à 6 sols 9 den. ou 7 sols 6 den. tournois; valeur triple de 2 sols 3 den. à 2. sols 6 den.; & cependant nous avons vu que dans le moment de la plus grande valeur, au mois d'Octobre 1788, le pain n'a valu que 6 sols 3 den. d'Amérique, qui répondent à 4 sols 2 den. tournois, & que le prix moyen, durant toute l'année 1788, a été de 4 sols 9 den. d'Amérique, qui répondent à 3 sols 2 den. tournois. Ainsi dans les tems de la

plus grande rareté , dans les tems qu'on appelle disette , famine , & qui éveillent la sollicitude des administrateurs , le pain a été comparativement presque à moitié du prix qu'il vaut dans les tems d'abondance en France. Ce moment de cherté étoit l'époque de l'ouragan qui ravagea la récolte du sucre & du café , au Port-au-Prince. Il causa cette augmentation passagere qui cependant ne porta le prix du pain qu'à moitié de ce qu'il auroit dû valoir , pour être dans un rapport exact avec la journée de l'ouvrier.

5°. Enfin nous connoissons encore mieux les rapports entre la France & St. Domingue , par la division de la monnoie dans les deux contrées. Dans la Métropole où le Peuple est nombreux , où presque tous vivent de leur travail journalier , la monnoie a été subdivisée presque à l'infini , afin de donner à la classe indigente & laborieuse , les moyens de pourvoir à ses modiques besoins. A St. Domingue au contraire où la nourriture physique est la moindre dépense ; où tout est luxe , faste & richesse ; où les habitations de 2 à 300,000 liv. de revenu , sont communes ; où celles qui n'en donnent que 40 à 50 mille , sont mises au dernier rang ; où enfin il n'y a pas de peuple , la monnoie s'est élevée à ce niveau , & la plus petite piece est de 7 sols 6 den. du pays , qui valent 5 sols de France. Ainsi le pain est pres-

qu'en tout tems , au deffous de la plus petite pièce de monnoie.

Le tableau de la valeur des farines dans les Colonies pour l'année 1787 est à peu près semblable à celui de 1788 ; & le moment du plus haut prix fut au mois de Mars ; la farine fine valut 103 liv. le baril , & la farine commune 75 liv.

Nous savons que MM. les députés de St. Domingue pourront nous objecter que nous avons établi le prix du pain sur le prix du baril de farine , & que nous aurions dû l'établir sur ce qu'il a valu réellement chez les boulangers dans les villes.

Si nous avons eu à répondre aux habitans des villes , nous aurions raisonné sur cette donnée , & nous leurs aurions démontré que le prix étoit encore comparativement beaucoup au deffous de celui de France ; mais c'est à MM. les Colons propriétaires que nous répondons. Ils s'approvisionnent directement de farines chez le Capitaine qui les a apportées de France , & le pain est fabriqué chez eux. Le prix du pain dans les villes étant étranger aux Colons , nous n'avons pas dû , en leur répondant , avoir égard au prix du pain dans les villes.

Si le court délai qu'on nous a donné pour notre justification , nous avoit permis de faire des recher-

ches, nous nous serions procuré le prix de la farine, durant la longue paix qui a précédé la dernière guerre; & on auroit vu qu'il a été constamment au dessous du prix des années 1787 & 1788, à la réserve de deux instans très-courts: l'un en 1771, lorsqu'on croyoit une rupture prochaine entre la France & l'Angleterre, l'autre au commencement de la sécheresse de 1776, qui dura dix mois. Nous parlerons plus loin de cette calamité.

Nous demandons maintenant à MM. les députés de St. Domingue, où est cette disette perpétuelle entretenue si soigneusement par les *marchands*, qui font mourir de faim 10 à 12 mille Nègres par an? Quand on veut jouer le célèbre & dangereux rôle d'accusateur, il faut accumuler les faits. Il faut se faire un rempart de preuves que l'accusé ne puisse pas ruiner.

Nous désirerions bien ne pas dire que dans les premiers tems de ce siècle, les Nègres furent traités avec peu d'humanité, que cette dureté qui en faisoit périr un grand nombre tous les ans, étoit un reste de la barbarie des conquérans du nouveau Monde, & de la valeur féroce des flibustiers qui ont fondé les premiers établissemens à St. Domingue. Cette barbarie s'est adoucie peu à peu par les fréquentes communications des Européens; & nous saisissons avec empressement cette occasion de rendre à MM. les Colons le tribut d'éloges qui

leur est dû pour le gouvernement doux & humain dont ils usent maintenant envers leurs esclaves. Ce gouvernement est le thermomètre de la population. Nous avons sous les yeux un état des naissances & des mortalités en 1786 & 1787, qui prouve qu'on n'est pas éloigné à St. Domingue d'atteindre le dernier degré d'une administration paternelle.

(1) En 1786, sur 332,847 Negres, il y eut 4,217 naissances, & 5,067 morts.

En 1787, sur 364,196 Negres, il y eut 3,556 naissances, & 6,116 morts.

Dans la première année, les mortalités surpassèrent les naissances de 1,850, & dans la seconde, de 2,560.

(1) Nous citons les recensemens qui sont dans les bureaux. Nous ne les croyons pas justes; mais ce sont les seuls documens qu'on puisse se procurer. Et l'exactitude qui manque aux mortalités doit aussi manquer aux naissances. Ainsi notre preuve n'est point affoiblie. Pour qu'il fût mort 10 à 12 mille Negres par an, de faim seulement, il faudroit qu'il en fût mort au moins 10 mille par an. A la fin de la guerre de 1755, il n'en seroit pas resté un seul. On n'en a introduit que 11 mille, année commune, depuis 1763 jusqu'en 1778. Il y a eu ensuite une guerre de cinq ans; & à la paix de 1783, on en comptoit 300 mille à St. Domingue. Ces résultats prouvent, sans réplique, que la mortalité est très-moderée à St. Domingue.

La raison de la différence de ces deux années, est qu'en 1787 on importa d'Afrique 30,000 Negres, & que la mortalité dut être plus considérable sur des Negres non acclimatés que sur les autres.

On ne voit point ici cette mortalité effrayante, ces 10 à 12 mille Negres que la cupide avarice des *marchands* égorge tous les ans; on voit au contraire qu'en perfectionnant le système d'administration qui a commencé dans la partie du Cap & qui peu à peu gagne toute la Colonie, on pourra dans quelques années établir le niveau entre les naissances & les mortalités, & qu'on n'aura plus besoin de Negres d'Afrique, que pour les nouveaux défrichemens.

Voilà, pour le dire en passant, à quoi doit se réduire la grande question de la suppression de la traite des Negres & de leur affranchissement. L'administration douce & sage qui s'étend dans toutes nos Colonies, prépare de loin l'abolition de la traite & une condition aux Negres qui sera cent fois préférable à la malheureuse liberté dont jouit l'homme de travail dans la plupart de nos campagnes.

MM. les députés de St. Domingue prétendent qu'il ne faut pas moins de 150,000 barils de farine pour nourrir les Blancs de la Colonie, & de 400,000 pour les Negres. Nous avons prouvé que les 150,000 barils qui y étoient importés annuel-

lement , pourvoyoient abondamment à tous les besoins. Si on accordoit à MM. les députés leur demande indiscrete , ils prendroient assurément l'engagement d'acheter & de payer cet énorme approvisionnement. Il arriveroit que la Colonie de St. Domingue seroit débitrice annuellement de 150,000 barils de farine fine pour les Blancs , qui , au prix moyen de 70 liv. le baril , coûteroient 10,500,000 liv.

Et de 400,000 barils de farine commune pour les Nègres , qui , au prix moyen de 50 liv. le baril , coûteroient, ci. . . . 20,000,000.

Dette annuelle de la Colonie de St. Domingue envers la Métropole. 30,500,000. liv.

C'est alors qu'on verroit accourir Messieurs les députés de St. Domingue , qu'ils s'éleveroient avec force contre l'impôt abominable de 30,500,000 , dont leurs cultures seroient accablées, contre ce monopole atroce des *Marchands*, contre cette gabelle d'un nouveau genre ; & il faut convenir que cette fois ils auroient raison.

MM. les députés de St. Domingue disent que les pluies , les ouragans , les sécheresses détruisent annuellement pendant 3 à 4 mois leurs espérances , & qu'un habitant dont toute la terre seroit en vivres,

n'en seroit pas moins dans le cas d'en manquer pour ses Negres.

Sur un sol excellent, échauffé par un Ciel brûlant, il ne faut que de la pluie pour le féconder. Aussi la pluie est-elle appelée le fumier de St. Domingue. Avec la mesure de la pluie qui tombe dans une année, on a facilement celle des récoltes en tout genre. Écartons donc cette cause de disette invoquée par MM. les députés, qui peut tout au plus, dans quelques rares & petites portions de terre trop humides & trop basses, retarder momentanément le développement des germes.

On compte deux ouragans dans la partie du Nord & de l'Ouest. Ils ont accompli une période de plus de 40 années. Le premier qu'on ne devoit pas qualifier du nom d'ouragan, & qui n'étoit qu'un fort coup de vent, causa, en 1772, quelques dommages aux cannes à sucre & aux cafiers dans la partie du Nord; mais les vivres souffrirent fort peu, & il n'y eut pas d'augmentation dans le prix des farines. Le second a dévasté, l'année dernière, les cultures de la partie de l'Ouest, s'est même étendu jusqu'à la partie du Sud; & nous avons vu, qu'à cette époque, l'augmentation que ce fléau causa dans le prix des farines, ne put élever celui du pain à la moitié de ce qu'il coûte en France dans les temps ordinaires.

La partie du Sud, nous en conviendrons, est

plus exposée à ces grandes convulsions de la Nature ; mais aucune n'a causé de disette, ni même d'augmentation remarquable dans le prix des farines.

Les sécheresses sont assez ordinaires au Cap, pendant les mois de Février, de Mars & quelquefois Avril. Elles sont en quelque sorte périodiques, & ne font aucun tort ni aux cultures ni aux vivres qui ont été refroidies par les longues pluies de l'hiver. Dans d'autres parties, cette périodicité est très-régulière, & dure 5 mois tous les ans. C'est dans ce tems que les travaux des manufactures s'exécutent, & ils sont interrompus dans la saison des pluies. Sans ces sécheresses sur lesquelles on compte, les manufactures ne pourroient pas être mises en mouvement ; elles sont donc nécessaires & n'occasionnent aucune disette. Quand des causes extraordinaires prolongent ces sécheresses, alors, comme nous l'avons dit plus haut, les échanges se multiplient dans les montagnes ; alors même les administrateurs, en vertu des instructions qu'ils ont toujours eues, ouvrent les ports aux farines étrangères. Cette marche invariable de l'administration a toujours arrêté les effets des grandes sécheresses, & empêché qu'aucune ait produit une véritable disette. La plus longue & la plus désastreuse dont on conserve la mémoire à S. Domingue, est celle de 1776, elle dura près de dix mois. Il y eut un instant où les vivres monterent à haut prix ; mais le commerce national & les Étrangers accoururent de toutes

parts ; & au plus haut degré d'une calamité qui ruina toutes les récoltes , les vivres furent à si bas prix qu'un navire (1) expédié de Nantes , & entièrement chargé de toutes sortes de vivres , perdit son capital entier. La vente de sa cargaison suffit à peine à payer les frais de son séjour & de son voyage. Plusieurs navires emportèrent du riz en France , au lieu des denrées coloniales , parce qu'ils l'achetoient à 18 liv. le quintal , argent de l'Amérique , faisant 12 liv. tournois , & qu'il en valoit 23 & 24 en France.

Messieurs les Députés de S. Domingue avancent que si le commerce national leur fournissoit des farines à aussi bon marché que les Etrangers , il en résulteroit accroissement de *forces exploitantes* qui tourneroit au profit de la Métropole. Ce n'est pas ici le lieu de développer cette question qui tient à ce qu'on a si improprement appelé jusqu'à présent le *régime prohibitif* , & qui n'est autre chose que le *régime national*. La nécessité de nous défendre , nous a entraîné dans des calculs qui ont rendu ce Mémoire déjà long : pressés d'ailleurs par Messieurs les Commissaires de fournir notre défense , lorsque Messieurs les Députés ont préparé leur attaque à loisir , nous renverrons cette discussion à un autre tems. Nous observerons seulement ici qu'un habitant

(1) Le Breton.

sucrier qui a 200 Negres, doit consommer environ 14 barils de farine commune pour ses Negres; nous l'avons déjà démontré. En recevant ces 14 barils de farine du commerce national, il les payera à peu près 50 liv. & tous ensemble lui coûteront 700 liv. En les recevant du commerce étranger, il les obtiendra peut-être à 40 liv. & tous ensemble lui coûteront 560 liv. Il en coûte donc à cet habitant propriétaire de 200 Negres, qui fait 140 à 150,000 l. de revenu, 140 liv. pour avoir nourri ses Negres malades, avec la farine nationale.

Il faut remarquer que la propriété de cet habitant n'est gravée d'aucun impôt direct, & que le projet du commerce national est d'en solliciter l'affranchissement pour ses denrées. On ne voit pas comment un sacrifice de 140 livres, supposons le double & même le triple, peut diminuer les *forces exploitantes* de cet habitant. Tout le monde sait, & Messieurs les Députés en conviendront, que ce n'est point à St. Domingue que les Colons perdent leurs *forces exploitantes*, mais à Paris.

Toute action en commerce a une réaction souvent plus forte que l'action même. L'approvisionnement de nos Colonies est la cause d'un grand travail & de la plus belle des manufactures, la construction & l'équipement des vaisseaux. Les 150,000 barils de farine importés annuellement à St. Domingue par le commerce national, font

le chargement de 63 navires de 300 tonneaux chacun. Si cette source de richesses & de travail étoit inconnue, il faudroit la chercher avec empressement : si nous l'avions perdue, il faudroit la regagner au prix des plus grands sacrifices : nous la possédons, nous en jouissons.

MM. les Députés de St. Domingue, Membres de l'Assemblée Nationale, François eux-mêmes, voudroient-ils diminuer la fortune d'une Nation dont ils font une si belle partie?

DEUXIEME PROPOSITION.

La disette qui regne actuellement dans la Colonie, ne frappe que les habitans Blancs, & les Negres n'en peuvent être atteints.

Cette proposition rentre dans la première : en développant celle-ci, on a pu s'appercevoir qu'il nous restoit peu de choses à dire pour démontrer la seconde.

En effet, il n'y a que les Negres malades sur les habitations qui consomment de la farine, & dans la disette, le pain offre beaucoup de moyens de suppléer cet aliment ; le riz, la farine de Maïs, de Mil, sont aussi sains, aussi légers que le pain.

Les Negres des villes ne mangent du pain que par imitation ; en les remettant, ainsi que les gens de

de couleur libres, & une partie même des habitans Blancs, à leur nourriture naturelle, on ne leur cause aucune privation.

C'est ce qui arrive dans les guerres. Dans celle de 1755, la farine valut jusqu'à 400 liv. le baril: il n'y eut pas d'augmentation de mortalité parmi les Negres. Durant la premiere année de la derniere guerre, la farine valut au Cap 300 liv. le baril; & elle s'est soutenue toute la guerre de 150 à 200 l. On n'a pas remarqué de mortalité extraordinaire. La partie du Sud de St. Domingue en a été presque totalement privée pendant toute la guerre; & cette partie de l'Isle n'a pas éprouvé de plus grandes pertes parmi ses Negres, que dans le tems de paix. Nous opposons toujours des faits connus & vrais aux assertions vagues & indéterminées de MM. les Députés.

Sans doute que, dans les tems malheureux, les habitans Blancs payent le pain cher; mais l'aifance dont ils jouissent, les met au dessus de cette dépense passagere. Enfin ils ont pour derniere ressource les vivres du pays qui, sans avoir la même faveur pour un Européen que ceux d'Europe, n'en sont pas moins bons & sains. C'est dans notre Europe que, sans aucune des ressources dont on abonde dans nos Isles, les disettes exercent les plus affreux ravages. C'est ici que, sans autre moyen de subsistance, le malheureux cultivateur, l'homme de

travail expire de faim & de misere , lorsque le pain lui manque , & que son prix est au-dessus de ses modiques facultés. La pitié des villes ne pénètre guere dans les chaumières où habitent le désespoir & la mort. Tant d'objets frappent nos regards dans la Capitale & dans les grandes villes, que notre compassion est épuisée avant d'en franchir l'enceinte.

MM. les Députés présentent des calculs d'approvisionnement , dont les résultats semblent faits pour montrer que M. le M^{re} du Chilleau a développé la conduite d'un sage & grand Administrateur. Ce n'est pas ici le lieu d'examiner l'administration de M. le M^{re} du Chilleau ; & l'Ordonnance qu'il a rendue le 9 Mai , contre l'avis & malgré les représentations (1) de son co-Administrateur M. de Marbois , portant permission aux Étrangers de commercer librement , & d'introduire des Negres dans les trois Ports de la partie du Sud de St. Domingue pendant cinq années , est trop étrangère à l'objet particulier de l'approvisionnement des farines , pour que nous nous y arrêtions (2).

(1) Les représentations , sous le titre de *Réclamations de M. l'Intendant de St. Domingue* , ont déjà été remises à chacun des Membres de l'Assemblée Nationale.

(2) Nous nous réservons de prouver dans un autre tems , comment M. le Marquis du Chilleau , en violation de tous ses pouvoirs & de tous les principes , a, du signe d'une puissance

Lorsque M. le M^{re} du Chilleau ouvrit, le 31 Mars, les trois Ports d'entrepôts de St. Domingue aux farines étrangères, la farine fine valoit à St. Domingue 95 liv. & la commune 72 liv. A ce prix, le pain des Blancs aisés coûtoit 5 sols 7 den. & celui des pauvres Blancs & des Negres malades, 4 sols 3 den. & demi, argent de France. On a déjà vu que la journée d'un homme en Amérique valoit 4 liv. de France: le prix de la farine n'étoit pas au taux où il devoit être, pour avoir une proportion exacte avec le prix du pain en France. Néanmoins, l'inquiétude de l'Europe pour sa subsistance, devoit en inspirer aux Gouverneurs de nos Colonies; & nous rendons librement hommage

qu'on ne peut comparer qu'à celle des Beys d'Egypte, arrêté le mouvement du Commerce national, & livré le patrimoine de la Nation Française aux Etrangers & à ses ennemis naturels. Nous prouverons que c'est pour cette Ordonnance du 9 Mai seulement, qu'il a été rappelé, & non pour ses Ordonnances du 31 Mars & 29 Mai, concernant l'introduction des farines.

On a osé accuser les Bretons d'avoir eu le projet d'attenter à la vie de M. le Marquis du Chilleau, à son débarquement à Nantes. On a allarmé le Ministère auquel ils reprocheront d'avoir cru les Bretons capables d'une lâcheté, & d'avoir négocié son passage par Nantes, comme dans un pays ennemi.

Quand les Commerçans attaqueront M. le Marquis du Chilleau, ils l'attaqueront au Tribunal de la Nation.

à la sage prévoyance de cet acte d'administration ; fait de concert entre M. le M^{is} du Chilleau, Gouverneur, & M. de Marbois, Intendant. Ils se conformoient à leurs instructions qui leur enjoignent de veiller sur les subsistances.

Le 29 Mai, M. le M^{is} du Chilleau, contre l'avis de son co-Administrateur M. de Marbois, & sans sa participation, fit enregistrer une seconde Ordonnance, sur le fondement que la première Ordonnance n'avoit attiré qu'une très-petite quantité de farines étrangères. MM. les Députés de St. Domingue déclarent eux-mêmes, dans la neuvième pièce intitulée, *Précis*, remise à MM. les Commissaires, qu'il en entra durant ces trois mois 27,098 barils, & que l'approvisionnement total ne fut diminué que de 3,070 barils. Ils en concluent sur le champ, que la Colonie a manqué de pain pendant sept jours & plus. Conçoit-on un pays qui manque de pain pendant sept jours & plus, qui ne reçoit pas de secours, & qui cependant conserve tous ses habitans ? Si on veut bien se rappeler ce que nous avons dit de l'approvisionnement de St. Domingue, de la répartition exacte & vraie que nous en avons faite, du superflu prodigieux que laissent les 150,000 barils de farine que le Commerce national y porte tous les ans, des ressources infinies qu'offrent les vivres du pays, on demeurera convaincu que cette prétendue fa-

mine de sept jours & plus, n'a été qu'une diminution de superflu.

Cette seconde Ordonnance, irrégulière dans la forme, en ce qu'elle avoit été rendue sans la participation de l'Intendant, contenant au fond plusieurs dispositions attentatoires au Commerce national, telles que l'admission des farines dans tous les ports d'Amirautés, & l'extraction des denrées coloniales, a été rectifiée par un Arrêt du Conseil du 23 Juillet. Nous disons *rectifiée*, parce que le Conseil du Roi n'a cassé que les dispositions contraires au Commerce national, & a maintenu ce qui concernoit l'approvisionnement par les ports d'entrepôt.

Cet Arrêt rendu dans la vue de témoigner à M. le M^{is} du Chilleau qu'il avoit violé ses pouvoirs, & non dans celle d'arrêter l'approvisionnement de St. Domingue, n'a été envoyé à St. Domingue que le 1^{er}. Septembre; ainsi il n'a pu détruire l'effet de l'Ordonnance de M. du Chilleau, dont le terme expiroit le 1^{er}. Octobre.

Ce n'est pas à nous de justifier le Conseil du Roi & le Ministre de la Nation. Notre respect pour l'Assemblée Nationale nous interdit toute réflexion. Il n'appartient qu'à elle de défendre son ouvrage, & de maintenir des actes qui n'ont eu d'autre but que de préserver le Commerce national, qui est la propriété de 26 millions d'hommes.

& dont nous ne sommes que les instrumens , des atteintes que lui portoit M. le M^{re} du Chilleau.

La seconde Ordonnance n'a pas pourvu aux besoins de la Colonie , & n'a pas dû y pourvoir. Dès le mois de Mars , époque de la première Ordonnance , la cherté devenant générale en Europe , le Gouvernement attiroit en France par des fortes primes , les grains étrangers : les *Marchands* de Nantes souscrivoient eux-mêmes , de leur propres deniers , une augmentation de prime (1).

Les États-Unis faisant des envois considérables en Espagne , en Portugal , en France , dans le Nord de l'Europe , vuiderent peu à peu leurs magasins , & diminuerent la fourniture de nos Colonies. C'est ainsi qu'elles ont été admises à partager la famine qui regne encore sur la moitié du Globe.

VUES sur les moyens de secourir la Colonie dans la disette qui l'afflige.

Nous ne chercherons pas à diminuer les justes allarmes que doit inspirer la subsistance des habitans Blancs de nos Colonies. La Nature leur a donné abondamment des vivres qui croissent sur le sol

(1) Nous ne citons cet acte de patriotisme , que parce qu'il est nécessaire à la triste généalogie de la famine.

qu'ils habitent ; mais la Mere-patrie n'est pas pour cela dispensée de tâcher de leur en procurer qui soient plus appropriés à leurs goûts & à leurs habitudes. La Nation qui a fait de si prodigieux sacrifices pour approvisionner ses Citoyens d'Europe , en doit également à ses Citoyens d'Amérique. Ils ont le même droit à ses sollicitudes & à sa protection.

Nous sommes instruits que toutes les Nations se disputent le reste des magasins des États-Unis. Les Anglois , les Espagnols , les Hollandois croisent en mer. Ils arrêtent les bâtimens Anglo-Américains qui ont des commestibles , ils les conduisent dans leurs ports respectifs , & s'approprient leurs cargaisons en les payant. Nos vaisseaux stationnés au Cap , croisent également pour le même objet , & prennent pour cette ville une subsistance dont la partie du Sud se trouve privée. Ainsi la famine a mis les habitans de l'Amérique dans un véritable état de guerre.

Nous proposerons plusieurs moyens , entre lesquels la sagesse de l'Assemblée Nationale déterminera celui qu'elle croira atteindre de plus près le but de l'approvisionnement des Colonies , dans cette disette dont la durée ne peut plus être longue.

P R E M I E R M O Y E N.

IL consiste à prêter aux Commerçans des ports de mer, plusieurs Flûtes du Roi, qui seront armées par eux. Ces Flûtes iront chercher des farines aux États-Unis, les porteront dans nos Colonies, & en rapporteront le produit en France. L'avance de l'armement & de l'achat des farines, sera fait par les Places de Commerce, pour le compte de la Nation, & elles seront remboursées, au retour des Flûtes, par le Trésor national, sans intérêt, sans commissions, sans honoraires.

D E U X I E M E M O Y E N.

IL conviendrait de permettre à nos navires expédiés pour nos Colonies de toucher dans les ports des États-Unis; mais comme cette échelle occasionneroit un surcroît de dépense, on les en dédommageroit par une prime de 5 liv. par baril de farine, du poids ordinaire, acheté dans les ports des États-Unis, & importés dans nos Colonies. Cette prime seroit payée sur les certificats d'embarquement, des Consuls François dans l'Amérique Septentrionale, & sur ceux de débarquement, des Administrateurs de nos Colonies.

Les Armateurs de ces navires s'obligeroient, sous les peines du cautionnement ordinaire, de faire

revenir leurs navires directement dans les ports de France, afin d'éviter l'extraction étrangère des denrées de nos Colonies. On peut tout d'un coup calculer la grandeur du sacrifice que la Nation feroit pour le soulagement de ses Colonies. En supposant que l'importation nécessaire des farines étrangères, s'éleve à 60,000 barils, la gratification de 5 liv. par baril, coûteroit 300,000 liv. Nous croyons le sacrifice bien léger, en le comparant à celui que la Nation a fait & continue de faire pour ses citoyens d'Europe.

TROISIEME MOYEN.

On admettroit les bâtimens étrangers dans les ports d'entrepôt de nos Colonies, ainsi qu'on l'a toujours pratiqué. Ils y vendroient leurs farines, & si les sirops & taffias n'étoient pas suffisans pour les solder, les Administrateurs leur donneroient des lettres de change sur Londres ou Paris (sous le cautionnement, s'il le falloit, des Commerçans nationaux) à un an de vue (1). La valeur de ces lettres de change feroit remise en France en den-

(1) Les Anglois en agissent ainsi dans leur Commerce avec les États-Unis. Ce moyen est d'autant plus convenable, qu'il fournit celui d'acquitter la dette ancienne que les États-Unis ont contractée envers l'Angleterre, & qu'ils augmentent par de nouvelles transactions.

rées coloniales par des navires nationaux. La vente en feroit faite & le produit converti en especes, avant que les lettres de change fussent arrivées au terme de leur paiement.

QUATRIEME MOYEN.

Les trois moyens que nous venons de proposer, supposent que les États-Unis peuvent suffire à l'approvisionnement actuel de nos Colonies; mais nous avons lieu de craindre que leurs magasins ne soient épuisés, ou du moins considérablement diminués. Il conviendrait donc peut-être mieux d'envoyer directement de France une subsistance qui devient fort incertaine, si on la tire de l'Étranger; & ici tout retard est dangereux. Le Parlement de Bordeaux avoit levé la défense de sortir des farines pour les Colonies; mais le peuple en mouvement dont les inquiétudes passées s'étendent sur l'avenir, a fait craindre au Parlement & à la Commune, que cette exportation ne fût troublée, & a porté ces deux Corps à restreindre la sortie à un baril de farine par tonneau (1). Les navires qui sortent de

(1) Durant le cours de l'impression de ce Mémoire, nous apprenons que ce Règlement est déjà en pleine exécution. Le navire le *Néville*, de Bordeaux, actuellement expédié, du port de 800 tonneaux, porte à St. Domingue 800 barils de farine pour sa cargaison, & en outre 1200 autres barils pour la nourriture des Troupes.

Bordeaux annuellement pour nos Colonies, jaugeant ensemble environ 80 mille tonneaux. La consommation annuelle des Colonies, s'élève à 240 mille barils de farine. Ainsi Bordeaux ne pourroit fournir que le tiers de la consommation annuelle. En adoptant pour les autres ports de France le moyen que Bordeaux vient d'employer, on portera dans nos Colonies 250 mille barils de farine, car c'est à peu près à 250 mille tonneaux qu'on doit évaluer le tonnage général des navires nationaux qui font le Commerce de nos Colonies. Mais il est absolument indispensable que les Municipalités emploient toute leur vigilance & la force co-active qui est en leur pouvoir, pour préserver les armateurs des insultes du Peuple.

Il ne peut y avoir de disette de grains après une récolte abondante dans presque toutes les provinces; & la libre circulation rétablira le niveau dans les provinces qui n'ont pas été aussi bien traitées; mais il y a disette de sûreté pour ceux qui ont coutume de garnir les marchés, de former les magasins des villes, & de pourvoir aux besoins des provinces. Le terrible mot d'*Accapareur* est devenu un signal de proscription & de massacre.

Au défaut du pouvoir exécutif, dont la force détruite ne peut être recréée tout-à-coup, l'Assemblée Nationale jugera dans sa sagesse, si elle ne pourroit pas employer les exhortations de MM. les Curés.

Ces ministres de paix , les confidens du pauvre peuple , en prêtant à la raison l'attrayant langage de la charité qui leur est si naturelle , prépareroient peut-être le retour de l'ordre & de la tranquillité.

Les 240 mille barils que les Colonies consomment annuellement , ne font pas un jour & demi de la subsistance de 26 millions d'hommes. Ces 26 millions d'hommes consomment en un jour & demi 58,500,000 livres de pain ; & les 240 mille barils de farine , à 225 livres chacun , ne donnent que 55,000,000 livres de pain.

Ils ne représentent que la nourriture annuelle de 100 mille hommes qui consommeroient 54,750,000 livres de pain.

Supposons 100 mille Juifs Polonais fuyant une persécution sanglante , ou 100 mille Hollandais se dérochant à la tyrannie des Stathoudériens , & cherchant un azile chez la Nation la plus douce & la plus hospitalière de l'Europe. Les premiers font un horde proscrire , disséminée chez toutes les Nations , qui la couvrent , peut-être trop injustement , de mépris. Les autres ont été long-tems nos ennemis , font encore nos rivaux , & leurs opinions religieuses different des nôtres. Semblables aux ennemis des anciens peuples , qui devenoient sacrés dès qu'ils étoient admis à toucher leurs Dieux domestiques , ces deux peuples feroient nos freres & nos amis , dès qu'ils auroient mis un pied sur

le territoire François; 26 millions d'hommes ne se réuniroient pas pour chasser des Étrangers qui demandent l'hospitalité à la liberté naissante. Si quelqu'un élevoit sa voix contr'eux, l'indignation publique l'étoufferoit bientôt. La Nation ceindroit avec gloire cette première couronne décernée à ses travaux & à son courage. On ne calculeroit pas ce que leur subsistance pourroit coûter; & si des inquiétudes vagues naissoient, une comparaison bien simple calmeroit toutes les allarmes; on verroit que 100 mille hommes d'augmentation en France ne prennent pas un jour & demi de la subsistance de 26 millions d'hommes.

Ici, ce ne sont point des Étrangers, ce n'est point un excédent de population qui demande du pain; ce sont nos frères, nos amis, des François; c'est une partie intégrante de la Nation; ce sont 100 mille riches manufacturiers qui n'ont pas de territoire, mais qui versent dans le trésor national 240 millions; c'est enfin, comme si une de nos villes de province, de 100 mille habitans, manquoit absolument de pain: aucun motif raisonnable ne pourroit nous empêcher de la secourir.

Il reste à justifier notre opposition à la prétention de MM. les Députés d'ouvrir tous les ports d'Amirauté aux farines étrangères. Nous ne la discuterons pas sérieusement, parce que comme nous avons de MM. les Députés l'opinion qu'ils ont

la contrebande en horreur ; nous pensons qu'ils n'insisteront pas sur un projet qui lui donneroit la plus grande activité. En effet on ne peut surveiller les Étrangers , & même très-imparfaitement que dans les trois grands ports d'entrepôt : si les autres ports étoient ouverts , la multiplicité & en quelque sorte l'obscurité des lieux du débarquement, rendroient la surveillance impossible. D'ailleurs ces trois grands ports sont en tout tems les chefs-lieux où se tiennent les navires nationaux ; & de ces ports part tous les jours sans exception une foule de caboteurs & de bateaux de passage ; dont la fonction est de distribuer dans toutes les parties de la côte les approvisionnemens , & de se charger des denrées coloniales en retour. Les navires nationaux ne fréquentent même habituellement que ces trois ports : nous en excepterons cependant St. Marc & Leogane où ils abordent ; mais le premier port est à 12 lieues du Port-au-Prince , & le second à sept lieues. Les versemens sont faits dans une journée , & la nature des prises réglées n'y apporte jamais de retard.

A Versailles , le 24 Septembre 1789.

Signé ,
 Rostagny , } Députés de Marseille.
 Abeille , }
 Boyetet , } de Bayonne.

Corbun ,	}	<i>de Bordeaux.</i>
Bechade ,		
Marchand ,		
Nairac ,		<i>de la Rochelle.</i>
Mosneron aîné ,	}	<i>de Nantes.</i>
Mosneron de l'Aunay ,		
Puchelberg ,		<i>de l'Orient.</i>
Bodinier ,	}	<i>de Saint-Malo.</i>
Quesnel ,		
Blanche ,	}	<i>du Hayre.</i>
Légrand ,		
Deschamps ,	}	<i>de Rouen.</i>
De Montineau ,		
Dupont ,		
Niel ,		<i>de Dieppe.</i>
De Bray ,	}	<i>d'Amiens.</i>
Du Rieu ,		
Gosselin ,		<i>de Dunkerque & de Lille.</i>

Après avoir fini ce Mémoire, & sur le point de le remettre à MM. les Commissaires, nous avons reçu plusieurs lettres de St. Domingue qui nous apprennent qu'au 31 Juillet, la plus belle farine n'y valoit que 132 liv. le baril, argent de l'Amérique. Ce prix, ordinaire pour peu qu'il y ait rareté, prouve d'abord, qu'on est bien loin d'y craindre la disette; car le moment du 31 Juillet où on nous écrivoit, doit être celui de la plus grande rareté.

La récolte des États-Unis pourvoira abondamment aux besoins ultérieurs. Ce prix nous prouve encore que nous avons été mal informés ; lorsque nous avons écrit dans ce Mémoire que toutes les Nations se disputoient les approvisionnemens, & étoient dans un véritable état de guerre. Enfin ce prix de 132 liv. prouve sans réplique que les états fournis par MM. les Députés, signés par M. du Chilleau, de l'approvisionnement de la Colonie de St. Domingue à son départ pour France, ne sont pas exacts. M. du Chilleau n'a observé aucune des formes qui lui étoient prescrites pour constater la disette & en dresser les procès-verbaux. Il devoit les faire dresser concurremment & en présence de M. l'Intendant ou des Commissaires qui le représentent. Il devoit prendre l'avis des Chambres de commerce. Nous transcrivons ici un extrait de la lettre de M. le M^{al}. de Castries aux Administrateurs des Colonies, en date du 13 Novembre 1784.

« Il y a sans doute quelques circonstances, dans
 » lesquelles ils (les Administrateurs) doivent venir
 » aux secours des Colonies confiées à leurs soins,
 » en permettant l'introduction étrangère d'objets de
 » première nécessité, dont on pourroit craindre une
 » trop grande disette ; mais ils ne peuvent user de
 » cette ressource avec trop de circonspection. Le
 » haut prix d'une denrée, n'est pas un motif suf-
 » fisant pour en tirer de l'Étranger : les habitans des
 » Colonies

» Colonies doivent s'attendre à payer quelquefois
 » très-chèrement des objets que le commerce à
 » son tour est forcé de leur céder à très-bas prix
 » & à perte. Vous jugerez vous-même que sans ces
 » dédommagemens, la balance ne seroit pas égale.
 » Vous n'accorderez au surplus que des permissions
 » générales & jamais de particulières ; & avant
 » d'en venir là, vous en constaterez la nécessité
 » par des procès-verbaux de visite, ainsi que par
 » des avis des Chambres du commerce. »

Si M. le M^{is}. du Chilleau s'étoit conformé à cette
 lettre & à ses instructions particulières, ces procès-
 verbaux faits légalement auroient donné une
 véritable connoissance de l'état de St. Domingue ;
 au lieu que les états qu'il fournit n'ont ni l'au-
 thenticité, ni le caractère légal qui seuls peuvent
 leur donner force de preuves. Ils sont dressés & signés
 par des officiers militaires ou de finance, qui n'avoient
 aucune qualité, & les Chambres de commerce
 n'ont pas été consultées. Il ne paroît pas même
 qu'on ait fait aucune recherche dans les magasins
 ni chez les spéculateurs ; & ces états ont l'air d'un
 ouvrage d'imagination. Nous sommes donc fon-
 dés à croire que les Colonies n'éprouvent dans ce
 moment qu'un renchérissement fort ordinaire sur
 le prix des farines ; & par conséquent que l'Assem-
 blée Nationale peut, sans craindre de compromettre
 la subsistance des Colonies, déclarer qu'il n'y a lieu
 à délibérer.

Indépendamment du motif que nous venons d'offrir pour appuyer ce décret, nous ajouterons celui d'une Lettre que le Roi vient de faire écrire aux Administrateurs de nos Colonies pour leur enjoindre d'ouvrir les ports d'entrepôt aux farines étrangères jusqu'au premier Février prochain, & de l'expédition d'un *aviso* aux États-Unis pour les en informer.

Versailles, le 24 Septembre 1789.

Signé,

Rostagny,	}	<i>Députés de Marseille.</i>
Abeille,		
Boyetet,		<i>de Bayonne.</i>
Corbun,	}	<i>de Bordeaux.</i>
Bechade,		
Marchand,		
Nairac,		<i>de la Rochelle.</i>
Mosneron aîné,	}	<i>de Nantes.</i>
Mosneron de l'Aunay,		
Puchelberg,		<i>de l'Orient.</i>
Bodinier,	}	<i>de Saint-Malo.</i>
Quesnel,		
Blanche,	}	<i>du Havre.</i>
Legrand,		
Deschamps,	}	<i>de Rouen.</i>
De Montmeau,		
Dupont,		
Niel,		<i>de Dieppe.</i>

[51]

De Bray, }
Du Rieu, } d'Amiens.
Gosselin, de Dunkerque & de Lille.

L'un de nous, *M. Corbun*, de *Bordeaux*, reçoit dans le moment une lettre de *Bordeaux* que nous joignons à ce Mémoire en original. Cette lettre décide absolument la question, & déterminera sûrement l'Assemblée Nationale à prononcer sans hésitation, qu'il n'y a lieu à délibérer. Elle est extrêmement intéressante dans la circonstance présente, en donnant les plus grandes espérances d'approvisionnement, non-seulement pour nos Colonies, mais même pour la France.

LETTRE de M. Barboutin à M. Corbun,
député du Commerce de Bordeaux auprès
de l'Assemblée Nationale.

Bordeaux, le 22 Septembre 1789.

M.

Pour avoir l'honneur de répondre à la demande que vous m'avez fait faire par M. votre Neveu.

Le port de la nouvelle Angleterre, où la farine est la plus belle & la plus abondante, est Philadelphie, où tout se traite en grand.

Mais la saison est bien avancée pour risquer à y aller, & se proposer d'en ressortir pour nos Colonies, avant le mois de Février. Quelquefois

la Delaware est gelée & n'est point navigable à cause des glaces depuis la fin de Novembre jusqu'à la fin de Février ; & j'ai été témoin qu'il y a des années que la Delaware ou la Deloire est navigable sans interruption, du 1^{er} Janvier au dernier de Décembre, & d'autres années où elle a été innavigable 3 mois de suite, sans un jour d'intervalle.

A Baltimore on y trouve beaucoup de farines de toutes les qualités ; & l'on peut mieux en sortir & plus aisément l'hiver, parce que comme l'eau y est salée, elle n'est pas aussi sujette aux glaces, que l'eau douce.

A Alexandrie & à Georgetown, tout-à-fait dans le haut de la rivière de Patowmack, on y trouve de superbes farines en abondance, & à meilleur marché, parce qu'il n'y a pas autant de concurrens.

Mais comme il faut monter dans une rivière fort longue & difficile, on est sujet à y être retenu dans l'hiver fort long-tems par les glaces & par les vents d'Est, c'est-à-dire, depuis le Nord-Est, qui sont droit debout, qui y regnent souvent dans cette saison.

On peut aussi aller à Edevelek qui est à la tête de la baye de Chemeck, qui n'est qu'à 12 ou 15 milles de Philadelphie, où l'on peut se procurer de la farine par la voie de Philadelphie & par terre ; mais à cause de l'exportation, elle devient

beaucoup plus chere : l'eau y est salée , & moins sujette aux glaces ; mais je n'ai vu ce cas qu'en tems de guerre.

Il faut observer qu'il s'y passe des deux ou trois années de suite où tous les ports de ces pays-là sont navigables , toute l'année sans interruption ; mais j'en ai vu plusieurs bien mauvaises & bien contraires à la navigation.

Le 23 Juillet dernier, le baril de farine pesant 196 livres, valoit 37 schelings & demi, suivant le prix courant de ce pays-là, que Messieurs French & Neveu m'ont fait voir dans une lettre de la Maison de MM. Willing, Morrise & Souwick de Philadelphie, avec espoir de baisser à 32 schelings 6 pends, à cause de la belle récolte à moissonner.

Le boisseau de bled pesant 58 livres, valoit à la même époque un dollar ou 7 schelings 6 pends, avec l'espoir de baisser à 6 schelings.

Le dollar est chez nous la piaastre gourde : elle vaut à Alexandrie qui est en Virginie, 6 schelings ; & de l'autre côté de la riviere, qui est dans le Maryland, elle y vaut 7 schelings & demi, comme à Philadelphie.

New-Yorck est le port le moins sujet aux glaces ; & j'ai toujours oui dire que l'on entroit & sortoit du port, toute l'année, sans interruption. Il y a des farines ; mais je n'en connois point la qualité ni le prix courant, ni personne ici dans ce moment.

*ou 27 "10-
Courant*

Je me suis informé à plusieurs Capitaines Américains, arrivés ici depuis sept à huit jours, qui m'ont dit, de même que MM. French, que la récolte promettoit beaucoup de bled, & qu'il pourroit baisser à 6 schelings le boisseau, de 58 à 60 livres pesant. Vous aurez la bonté d'observer que le scheling vaut 12 sols par tout le Continent, qui veut dire en Anglois 12 pends.

Depuis votre départ, il y a plu de trois jours deux: je ne puis pas finir de doubler à cause de cela.

Je ne puis, pour le présent, vous donner d'autres instructions sur la farine & son prix dans le Continent de l'Amérique septentrionale.

Je me trouverai toujours bienheureux quand vous voudrez m'employer en tout ce qui dépendra de moi, & en tout ce que vous voudrez, avec bien du plaisir.

J'ai l'honneur d'être, &c.

N. B. A New-Yorck, le dollar y vaut 8 schelings, & toujours 12 sols le scheling ou 12 pends.

Après ma lettre signée, & l'apostille ci-dessus écrite, j'ai trouvé M. Linch neveu de M. French, qui m'a dit que la lettre du 23 Juillet dernier de MM. Willing, Morrise & Souwick leur disoit: « *La*
» *récolte est si abondante qu'il y a apparence que*
» *vous recevrez beaucoup de bleds & de farines du*

» Continent chez vous, cette prochaine Automne ».

A Versailles, le 24 Septembre 1789.

Signé,

Rostagny,	}	Députés de Marseille.
Abeille,		
Boyeter,		de Bayonne.
Corbun,	}	de Bordeaux.
Bechade,		
Marchand,		
Nairac,		de la Rochelle.
Mosneron aîné,	}	de Nantes.
Mosneron de l'Aunay,		
Puchelberg,		de l'Orient.
Bodinier,	}	de Saint-Malo.
Quesnel,		
Blanche,	}	du Havre.
Legrand,		
Deschamps,	}	de Rouen.
De Montmeau,		
Dupont,		
Niel,		de Dieppe.
De Bray,	}	d'Amiens.
Du Rieu,		
Gosselin,		de Dunkerque & de Lille.

A V E R S A I L L E S ,

DE l'Imprimerie de PH.-D. PIERRES, Premier
Imprimeur Ordinaire du Roi, rue S. Honoré. n°. 23.

[illegible]



R É P L I Q U E

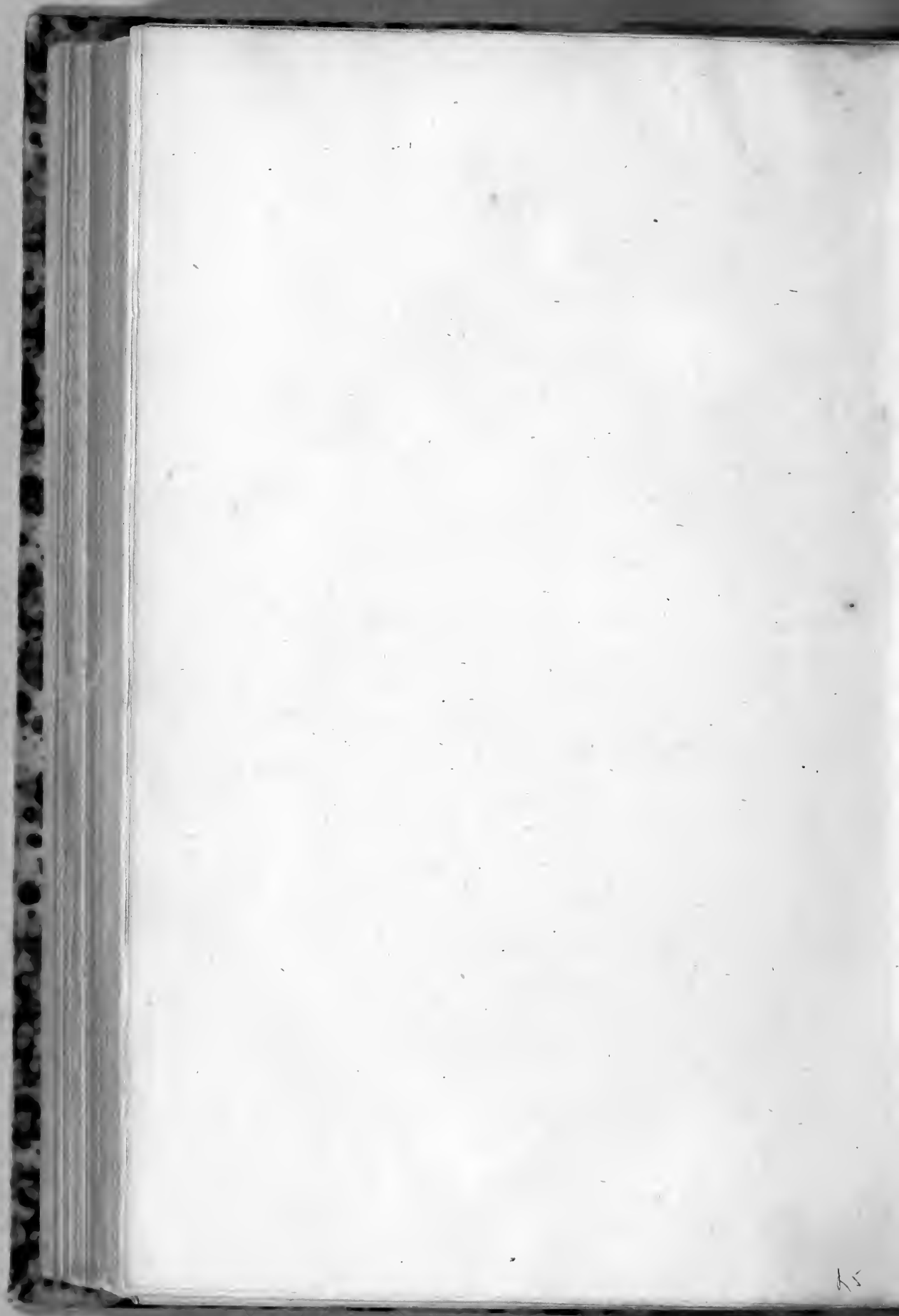
*DES Députés des Manufactures
& du Commerce de France à MM. les
Députés de S. Domingue, concernant
l'approvisionnement de cette Colonie.*

1789

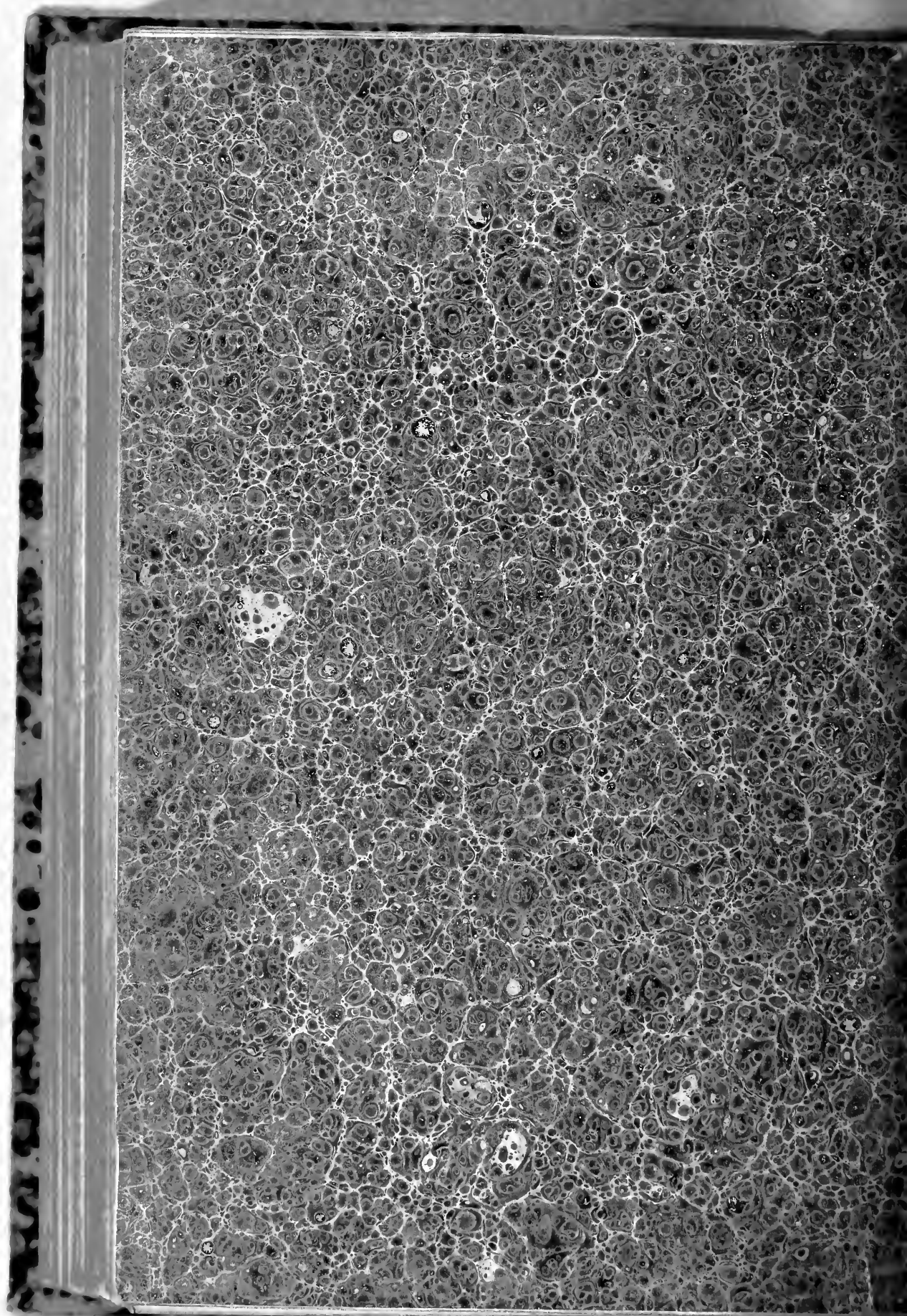


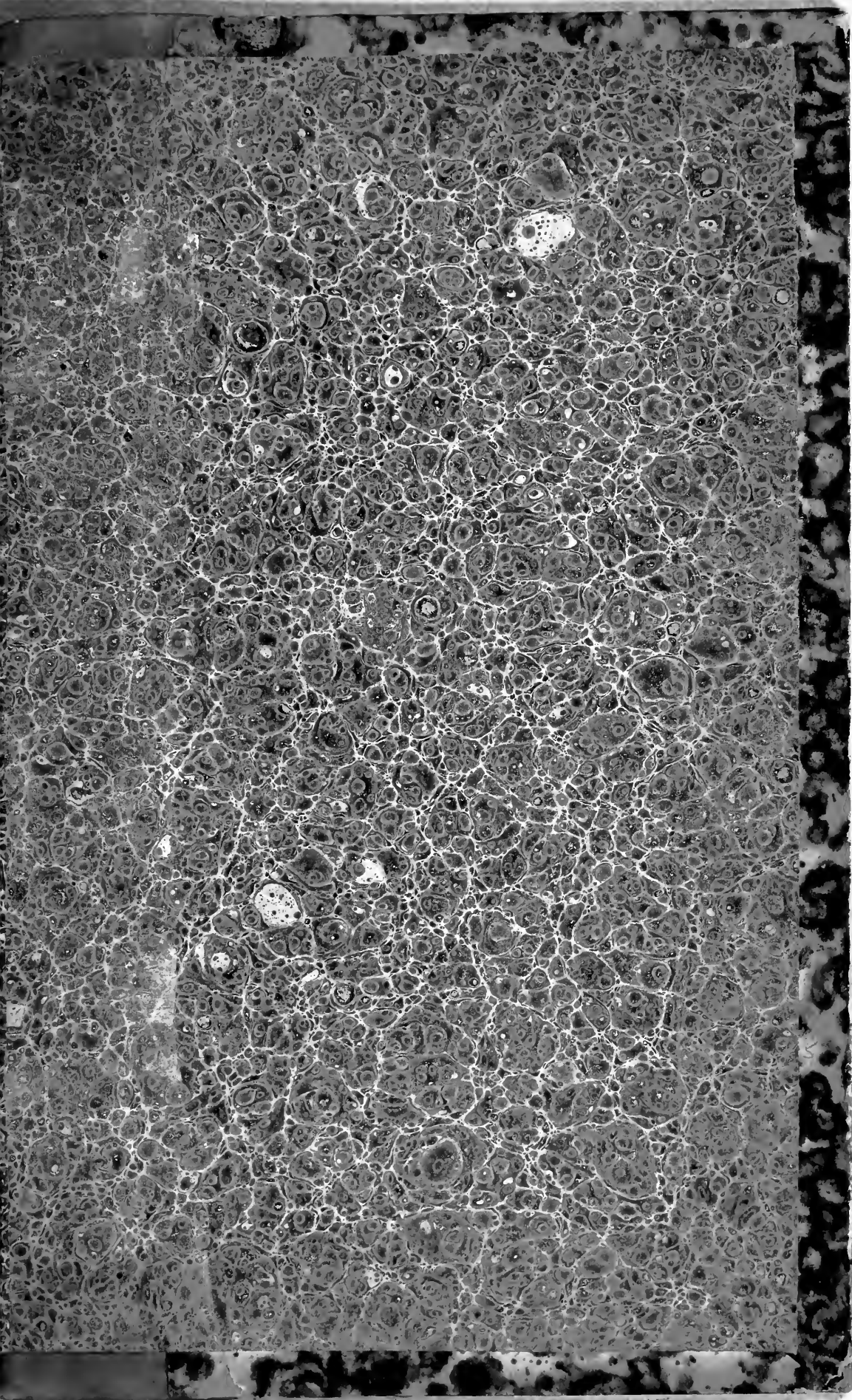
20.

MESSIEURS les Députés de St. Domingue trouvent extraordinaire que nous ayions répondu par un Mémoire de quarante-huit pages, à neuf Pieces ou Mémoires qu'ils avoient produits à MM. les Commissaires, & qui réunis formoient ensemble soixante-dix à quatre-vingt pages. Il eût été plus commode sans doute, pour MM. les Députés de S. Domingue, qu'ils eussent pu attaquer, sans qu'il eût été permis de se défendre.



E763
L651s
v. 5







HT